



Renforcer l'éthique aux frontières

Le rôle de la facilitation des
échanges dans la lutte
contre la corruption



Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Les risques pour l'éthique aux frontières.....	5
3. Le rôle de la facilitation des échanges pour lutter contre la corruption.....	8
4. Défis et opportunités.....	12
5. Recommandations.....	13

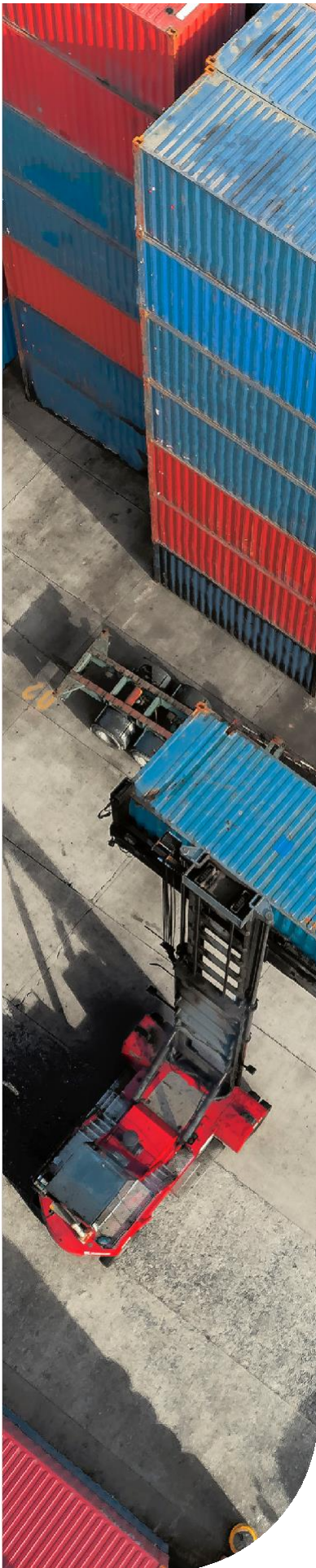
Tableau 1 : Risques pour l'intégrité aux frontières pour les douanes et les entreprises5

Tableau 2 : Principales initiatives en matière d'intégrité.....7

Table 3: Comment l'Accord de l'OMC sur la Facilitation des échanges et la Convention de Kyoto révisée encouragent l'éthique.....9

Table 4: Recommandations réalistes pour les douanes et les entreprises.....13





1. Introduction

Comment l'éthique et la corruption ont un impact sur le commerce

L'éthique est essentielle pour un commerce durable et la croissance économique. La corruption sous ses différentes formes affaiblit ce postulat en augmentant les coûts, en créant des inefficacités et en érodant la confiance dans les institutions. A l'échelon mondial, la corruption à elle seule représente un coût de 1,2 – 1,5 trillions de dollars US chaque année, soit environ 2% du PIB mondial.¹

La corruption fait référence à l'extorsion ou de manière plus générale, à l'atteinte portée à l'éthique. Elle a tendance à se développer dans des environnements tels que les frontières, où les procédures sont complexes et dont la gestion est confiée à différentes agences gouvernementales (la douane, le ministère de la Santé et de l'agriculture entre autres). Dans ces environnements, la transparence et la prévisibilité sont rares voire inexistantes. Ces conditions fournissent des opportunités et des pouvoirs discrétionnaires aux intervenants qui en abusent à des fins d'enrichissement personnel, y compris en offrant ou demandant des pots-de-vin ou des « paiements de facilitation ». Parmi ces pratiques figurent l'extorsion ou la sollicitation, le trafic d'influences et le blanchiment des gains obtenus par le biais de ces activités. Ces pratiques corrompues mettent directement en péril les principes qui sous-tendent le commerce équitable, rendant la lutte contre la corruption essentielle pour garantir une croissance économique durable.²

En outre, la corruption a un impact disproportionné sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et les femmes qui font du commerce. Les MPME qui sont déjà confrontées à un problème de ressources et de capacités limitées sont particulièrement vulnérables à la corruption lorsqu'elles doivent gérer les procédures complexes des différentes agences aux frontières. Le fardeau financier de la corruption peut empêcher l'innovation, limiter les accès aux marchés et réduire la compétitivité.

Les MPME dirigées par des femmes, qui sont déjà confrontées à un manque de financement et dont les opportunités de croissance sont réduites, sont fortement affectées par la corruption aux frontières. La demande de pots-de-vin et les incidents d'extorsion sexuelle n'entravent pas uniquement leur participation en matière d'économie mais perpétuent aussi l'inégalité de genre.³

1 ONUDC, OCDE, Banque mondiale (2021): The impact of corruption on sustainable development. Think piece for G20 Anti-corruption working Group. P. 6.

2 ICC (2023): Règles ICC pour combattre la corruption. [ICC Rules on Combating Corruption - ICC - International Chamber of Commerce](#). P. 13.

3 TRALAC (07/04/2024): [Accelerating Access to Finance for Women Entrepreneurs: Gateway to regional, continental, and international trade - tralac trade law centre](#)

Pourquoi la facilitation des échanges est-elle importante pour l'éthique aux frontières ?

La facilitation des échanges correspond à la simplification et à l'harmonisation des procédures commerciales internationales, incluant les activités, pratiques et formalités liées à la collecte, à la présentation, à la communication et au traitement des données nécessaires à la circulation des marchandises dans le commerce international.⁴

En réduisant la complexité et augmentant la transparence et la prévisibilité, la facilitation des échanges limite les opportunités donnant lieu à des pratiques illicites, telles que les pots-de-vin et les paiements de facilitation. La numérisation de ces processus réduit les interactions au quotidien entre le public et le secteur privé, réduisant ainsi les risques de corruption.

Bien que de nombreuses agences gouvernementales partagent la responsabilité de la gestion des frontières, la douane a un rôle stratégique unique à jouer. En tant que principale autorité veillant à l'application des réglementations commerciales, ses décisions ont un impact sur la circulation fluide des marchandises et la sécurité du commerce transfrontalier.

La corruption et les comportements contraires à l'éthique par les fonctionnaires des douanes peuvent donner lieu à des obstacles artificiels, renforcer l'incertitude et fausser la concurrence. Dès lors, il est essentiel de ne pas seulement lutter contre ces pratiques mais également de promouvoir une culture éthique qui garantit des règles claires et justes pour tous les opérateurs et contribue à la création d'un environnement plus prévisible et compétitif.

Cette publication explique comment le renforcement de l'éthique aux frontières et le fait de tirer parti de la facilitation des échanges permet de répondre de manière efficace aux risques de corruption. Elle examine pourquoi ces stratégies devraient être au cœur des efforts de lutte contre la corruption des entreprises et des administrations des douanes, en présentant des mesures pratiques et des orientations réalistes.

⁴ Glossaire des termes douaniers internationaux, OMD (06/2024) [glossaire-des-termes-douaniers-internationaux.pdf](#)

2. Les risques pour l'éthique aux frontières

Les processus douaniers sont indispensables pour préserver les sociétés et maintenir des statistiques économiques précises. Toutefois, la fraude et la corruption peuvent gravement affecter ces objectifs. La fraude – notamment les fausses déclarations en douane, les permis frauduleux, les déclarations erronées et la sous-évaluation des marchandises -a les mêmes effets que la corruption. Les deux pratiques faussent les données économiques, engendrent des pertes de recettes et génèrent des risques importants, tels que l'entrée de marchandises mal étiquetées ou dangereuses sur le marché. La fraude et la corruption sapent la confiance dans les administrations des douanes, en limitant leur capacité à remplir leur mission et ont un impact négatif sur la facilitation des échanges.

Un élément clé contribuant au risque de corruption est la complexité des procédures douanières et l'absence de processus numériques qui donnent lieu à de nombreuses interactions directes entre le public et le secteur privé. Par exemple, pour obtenir une licence d'exportation ou un certificat, une entreprise devra probablement se rendre dans plusieurs bureaux officiels pour faire apposer un cachet sur un document papier, ce qui peut se révéler onéreux en termes de temps et d'argent. Ce processus peut être aggravé par des demandes arbitraires de documents supplémentaires, ce qui crée des opportunités pour les fonctionnaires des douanes d'abuser de leurs pouvoirs discrétionnaires et de demander des paiements de facilitation, tout en tentant les entreprises à payer pour accélérer le processus et ainsi gagner du temps et de l'argent.

Il est clair que la douane et les entreprises sont confrontées à des risques interconnectés en matière d'éthique à la frontière, la corruption et le manque d'efficacité étant au centre de la problématique.

Un aperçu des risques en matière d'éthique figure dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Risques pour l'intégrité aux frontières pour les douanes et les entreprises

Risques	Douane	Entreprises
Risques financiers	<ul style="list-style-type: none">• Pertes de recettes• Coûts accrus liés aux inefficacités	<ul style="list-style-type: none">• Avantages concurrentiels déloyaux• Augmentation des coûts
Risques réglementaires et juridiques	<ul style="list-style-type: none">• Responsabilité pénale et/ou administrative	<ul style="list-style-type: none">• Responsabilité pénale et/ou administrative

Menaces opérationnelles et internes	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes surchargés et inefficacités, augmentation des coûts et réduction de la performance • Corruption en interne, collusion, fuite de données et fautes • Manque d'expertise en matière de cadres réglementaires, menant à une mauvaise estimation de la pertinence et de l'importance d'une évaluation des risques de corruption adéquate, de politiques appropriées, de formations et d'enquêtes. • Les incitations à la performance et les récompenses sont liées à la perception des recettes, ce qui crée des conflits d'intérêt. 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de prévisibilité • Vols commis par les employés • Collusion, fuites des données, fraude • Les pressions visant à être performant et dédouaner des envois peut donner lieu à des facilitations de paiement.
Risque en termes de réputation et risque social	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de légitimité et de confiance du public • Moral des employés en baisse et impact négatif sur la rétention des talents, ce qui crée un cycle qui pousse les employés respectueux de l'éthique à quitter l'administration. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dommages causés en termes d'éthique et de réputation de la marque. • Moral des employés en baisse et impact négatif sur la rétention des talents, ce qui crée un cycle qui pousse les employés respectueux de l'éthique à quitter l'entreprise

Répondre aux risques : les initiatives de l'ICC et de l'OMD

Conventions et cadres internationaux

- Déclaration d'Arusha révisée (RAD)⁵ : La Déclaration d'Arusha révisée est le principal document politique de l'OMD concernant la bonne gouvernance et l'éthique en douane qui met en avant 10 principes clés.
- Convention de Kyoto révisée (CKR)⁶ : La CKR définit les principes pour simplifier et harmoniser les régimes douaniers, en encourageant la transparence et en réduisant les opportunités de corruption.
- Cadre de normes SAFE⁷ : Ce cadre vise à sécuriser et faciliter le commerce mondial en renforçant les partenariats douane-entreprises et en appliquant des pratiques de gestion des risques.
- Cadre de normes de l'OMD pour le commerce électronique transfrontalier⁸ : Ce Cadre de normes définit des normes mondiales aux fins d'une gestion efficace du commerce électronique transfrontalier, qui a un effet positif sur la facilitation des échanges, la sécurité et la sûreté ainsi que la conformité.

⁵ OMD (2003): Déclaration d'Arusha révisée, le principal document politique de l'OMD concernant la bonne gouvernance et l'éthique en douane.

⁶ [Organisation mondiale des douanes](#), Convention de Kyoto révisée

⁷ [Organisation mondiale des douanes](#), Dossier SAFE

⁸ OMD (2022): Cadre de normes pour le commerce électronique transfrontalier. [wco-framework-of-standards-on-crossborder-ecommerce_fr.pdf](#).

Ces défis ne mettent pas uniquement en lumière les risques en termes d'éthique aux frontières mais indiquent également qu'il convient d'avoir des solutions pour répondre à ces vulnérabilités. Lutter contre la corruption et encourager l'éthique sont des priorités clés pour l'OMD et l'ICC. Leurs principales activités figurent dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Principales initiatives en matière d'intégrité

Renforcement des capacités et outils

- Programme anti-corruption et promotion de l'intégrité des douanes (A-CPI) de l'OMD⁹ : Le Programme A-CPI aide les administrations des douanes à identifier et réduire les risques de corruption par le biais d'activités de renforcement des capacités et d'assistance technique.
- Le Mécanisme de mesure de la performance (MMP)¹⁰ : Le MMP décrit la méthode pour évaluer l'efficacité et l'efficience de l'ensemble des compétences de la douane y compris la facilitation des échanges et la performance qui a une incidence sur l'éthique.
- Modules d'apprentissage en ligne de l'OMD sur l'intégrité : disponibles gratuitement dans le « WCO Academy ».
- Outils de facilitation des échanges de l'OMD¹¹ : Ces outils contribuent à renforcer l'intégrité en favorisant la prévisibilité, la transparence et l'automatisation. Il s'agit notamment du Recueil de l'OMD sur la mise en place d'un environnement de guichet unique¹², du Modèle de données de l'OMD¹³, ainsi que des outils de l'OMD sur les technologies disruptives.
- Initiatives de l'ICC en matière de facilitation des échanges : L'ICC travaille en étroite collaboration avec l'OMD et d'autres organisations internationales pour promouvoir et introduire des mesures de facilitation des échanges visant à réduire les obstacles administratifs et renforcer la transparence. Par exemple, l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges est un partenariat public-privé, cogéré avec l'ICC qui réalise des réformes en matière de facilitation des échanges ciblées et mesurables dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

Cadres et outils pour les entreprises

- Règles de l'ICC pour combattre la corruption¹⁴. Ces règles fournissent un cadre détaillé pour permettre aux entreprises de prendre des mesures anti-corruption et de promouvoir une conduite éthique. Il s'agit du principal instrument de l'ICC faisant partie des outils de lutte contre la fraude, portant sur la formation du secteur privé en matière de lutte contre la fraude et d'autodiscipline.
- Clause Anti-Corruption de l'ICC¹⁵. La clause est prévue pour que les entreprises l'incluent dans leurs accords, indiquant de ce fait qu'elles s'engagent à respecter les Règles ICC pour combattre la corruption ou s'engagent à mettre en place ou à maintenir un programme de lutte contre la corruption. Elle fournit aux parties une disposition contractuelle qui les rassurera quant à l'intégrité de leurs homologues pendant la période précontractuelle ainsi que pendant la durée du contrat et même après.
- Outil RESIST de l'ICC¹⁶: « Résister aux extorsions de fonds et aux sollicitations dans le cadre de transactions internationales » est un outil pratique utilisé dans le cadre de la formation du personnel de l'entreprise. Il comprend des scénarios et des conseils pratiques qui couvrent les étapes de préventes et d'enchères ainsi que l'étape de mise en œuvre du projet, une fois le marché obtenu.

⁹ [Organisation mondiale des douanes](#), Programme A-CPI.

¹⁰ OMD (2023): [Organisation mondiale des douanes](#). (Mécanisme de mesure de la performance)

¹¹ [Integrity – WCO Academy](#).

¹² [Organisation mondiale des douanes](#). Construire un environnement de Guichet unique: ressources documentaires

¹³ [Organisation mondiale des douanes](#). Modèle de données de l'OMD

¹⁴ ICC (2023): Règle ICC pour combattre la corruption [ICC Rules on Combating Corruption - ICC - International Chamber of Commerce](#).

¹⁵ ICC (2016): Clause Anti-corruption de l'ICC. <https://iccwbo.org/news-publications/icc-rules-guidelines/icc-anti-corruption-clause/>

¹⁶ ICC (2011): [Resisting Extortion and Solicitation in International Transactions \(RESIST\) - ICC - International Chamber of Commerce](#).

3. Le rôle de la facilitation des échanges pour lutter contre la corruption

Les mesures prises au nom de la facilitation des échanges qui visent à améliorer l'éthique sont celles qui contribuent à une transparence et une prévisibilité accrues des opérations commerciales. Cela comprend :

- La numérisation et au commerce sans papier
- Des cadres réglementaires clairs et transparents
- Des partenariats public-privé

La numérisation et au commerce sans papier

La modernisation des procédures et des systèmes douaniers et l'utilisation de l'automatisation peuvent réduire les opportunités de corruption en limitant les contrôles et les pouvoirs discrétionnaires. La numérisation va au-delà de la simple numérisation des documents physiques en documents numériques et nécessite la transformation de l'ensemble du processus et du système¹⁷. Plus précisément, les outils d'automatisation tels que les systèmes de gestion des risques, les guichets uniques et les informations préalables soumises par voie électronique rationalisent les processus, minimisent l'intervention humaine et renforcent la transparence. Par exemple, la mise en œuvre d'un système de guichet unique permet aux opérateurs de soumettre leurs documents réglementaires à un seul point d'entrée, réduisant de ce fait la nécessité d'avoir différentes interactions avec les fonctionnaires des douanes ou d'autres fonctionnaires officiels. Les technologies disruptives peuvent contribuer à garantir la transparence et la traçabilité des procédures douanières, réduisant ainsi les risques de corruption.

Des cadres réglementaires clairs et transparents

Des cadres réglementaires clairs et transparents sont essentiels pour prévenir les pratiques de corruption. Des règles prévisibles et bien définies réduisent les pouvoirs discrétionnaires et fournissent un environnement équitable pour tous les intervenants du commerce. L'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la Facilitation des échanges (AFE) et la Convention de Kyoto révisée (CKR) de l'OMD soulignent l'importance de la transparence et de la prévisibilité des opérations commerciales en s'assurant que les opérateurs ont accès à des informations claires concernant les procédures et les exigences relatives aux frontières. Les deux instruments comprennent un droit de recours (Article 4 de l'AFE de l'OMC et Annexe générale, Chapitre 10 de la CKR de l'OMD).

¹⁷ Voir Matsudaira, T., & Koh, J. (2022). "Chapitre 7: Customs Administration and Digitalization". In Customs Matters. USA: International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9798400200120.071.CH007>. P. 204ff.

Tableau 3: Comment l'Accord de l'OMC sur la Facilitation des échanges et la Convention de Kyoto révisée encouragent l'éthique

Bien que l'objectif principal de l'Accord de l'OMC sur la Facilitation des échanges (AFE) et de la Convention de Kyoto révisée (CKR) vise la simplification, la modernisation et l'harmonisation des processus d'importation, d'exportation et de transit, ces instruments créent aussi un cadre cohésif pour lutter contre la corruption et préserver l'éthique à la frontière. Les principales dispositions et alignements comprennent :

Dispositions de l'AFE qui encouragent l'éthique et limitent les opportunités de corruption

Article 1: Publication et disponibilité des renseignements

- Garantit la transparence en exigeant que le public ait accès aux réglementations douanières, réduisant ainsi l'asymétrie d'information qui favorise la corruption.

Article 4: Procédures de recours ou de réexamen

- Garantit la responsabilisation en donnant aux opérateurs la possibilité de contester une décision, réduisant ainsi le risque de décisions arbitraires ou de pratiques corrompues.

Article 5: Impartialité, non-discrimination, et transparence

- Encourage un traitement équitable et impartial, limitant de ce fait le favoritisme et les abus.

Article 6: Disciplines concernant les redevances et impositions

- Exige des redevances transparentes et non arbitraires, décourage l'imposition de paiements officieux.

Article 10: Simplification des procédures

- Encourage la normalisation et la simplification des documents, en réduisant les pouvoirs discrétionnaires et les risques associés. A titre d'exemple, l'article 10.4 de l'AFE encourage la création d'un guichet unique qui permet aux opérateurs ou aux transporteurs de présenter toutes les données requises pour déterminer l'admissibilité des marchandises sous un format standard une seule fois aux autorités participant aux contrôles des frontières et à un point d'entrée unique.

Comment l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) et la Convention de Kyoto révisée (CKR) se complètent-ils ?

	CKR	AFE
Transparence	Prône des lois et des procédures douanières claires et accessibles.	Exige la publication et un accès facile aux informations en lien avec le commerce (Article 1).
Simplification	Met en avant l'importance de l'harmonisation des procédures douanières.	Appelle à une simplification des exigences documentaires et des formalités (Article 10)
Modernisation et technologie	Encourage l'intégration de la TI aux fins de l'efficacité des opérations douanières.	Autorise et encourage l'utilisation du paiement et du traitement électroniques afin d'accélérer le dédouanement des marchandises (Article 7)
Gestion des risques	Vise l'application de contrôles reposant sur les risques pour une lutte contre la fraude efficace.	Officialise les systèmes de gestion des risques pour éviter une discrimination arbitraire ou injustifiée (Article 7.4)

Des partenariats public-privé

Des efforts conjoints entre le secteur public et privé permettent d'améliorer la lutte contre la fraude et de renforcer la confiance. Les partenariats public-privé fournissent des opportunités pour s'engager dans des actions collectives afin de lutter contre la corruption et améliorer l'efficacité des mesures de facilitation des échanges. Par exemple les Comités nationaux de la facilitation des échanges (CNFE) qui découlent de l'AFE de l'OMC mettent l'éthique en tant que point permanent de leur ordre du jour, en encourageant la collaboration entre la douane et les autres autorités aux frontières et les entreprises pour répondre aux risques de corruption. Les chambres de commerce peuvent être un moyen utile pour permettre à la douane de s'impliquer dans les programmes de lutte contre la corruption du secteur privé.

Renforcement de l'éthique commerciale et facilitation des échanges en Tanzanie : promotion de l'opérateur économique agréé (OEA)

L'Administration fiscale et douanière de Tanzanie (TRA), avec le soutien du Programme A-CPI de l'OMD, a amélioré l'efficacité du commerce et a réduit les risques de corruption en encourageant et renforçant le Programme d'opérateur économique agréé (OEA). Au-delà de l'optimisation des procédures, ces sessions ont mis en évidence la façon dont les programmes d'OEA peuvent constituer un outil important pour améliorer l'intégrité des chaînes logistiques, en encourageant des pratiques plus transparentes et prévisibles.

Les programmes d'OEA, basés sur le Cadre de normes SAFE de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), définissent des critères de conformité stricts qui comprennent la sécurité de la chaîne logistique, la robustesse financière et le respect des réglementations douanières. L'éthique joue un rôle important au niveau de ces critères étant donné que les entreprises certifiées doivent démontrer qu'elles respectent la loi et les bonnes pratiques qui réduisent les risques de corruption et de fraude, renforçant dès lors l'éthique au sein des administrations des douanes.

Le concept d'OEA est devenu de plus en plus pertinent au sein du commerce international, non seulement en tant que dispositif servant à faciliter le dédouanement, mais aussi en tant qu'outil clé pour renforcer l'intégrité de la chaîne logistique.

La mise en œuvre des programmes d'OEA contribue dans largement à l'amélioration de la transparence et de la confiance entre les opérateurs et les administrations des douanes, renforçant ainsi les principes de sécurité et de conformité. Lorsque ces programmes sont mis en œuvre en suivant les principes de la Déclaration d'Arusha révisée de l'OMD, ils renforcent la transparence, la responsabilisation, et la bonne gouvernance en s'assurant d'inclure des mesures anti-corruption et d'encourager le respect de l'éthique.

Alléger les formalités administratives dans les ports du Guatemala

Le projet Alliance mondiale pour la facilitation des échanges¹ au Guatemala illustre le potentiel qui existe pour améliorer l'efficacité et réduire les risques de corruption par le biais de la numérisation des procédures documentées dans les ports.

Auparavant, le traitement des documents à l'arrivée et au départ du bateau dans les principaux ports du Guatemala exigeait que les agents maritimes et les capitaines de navires se présentent en personne à plusieurs reprises pour répondre à des formalités lentes et lourdes sur format papier afin d'obtenir les autorisations nécessaires. L'Alliance a travaillé en partenariat avec le secteur public et privé du Guatemala pour automatiser ces procédures via le Guichet unique national (VUMAR), donnant lieu à une uniformité et une efficacité accrues.

A la fin de cette initiative en 2024, il est ressorti qu'elle a permis de réduire de manière significative les échanges physiques de documents – les délais de traitement ont été réduits de 85% et des économies annuelles de 4 millions de dollars US sont prévues. En automatisant le contrôle et le suivi des mouvements des navires, VUMAR a transformé les procédures d'autorisation et renforcé l'éthique dans le cadre des opérations portuaires, en augmentant la transparence et la responsabilisation de manière générale et en réduisant les possibilités de malversations, en garantissant la traçabilité et la vérification de toutes les transactions.

¹⁸ Alliance mondiale pour la facilitation des échanges <https://www.tradefacilitation.org/our-projects/cutting-red-tape-at-ports/>

Comment le secteur privé promeut l'utilisation de l'e-gouvernement et de la facilitation des échanges comme outil de lutte contre la corruption

Entreprise biopharmaceutique GSK

Dans la section 5 sur la sollicitation et l'extorsion de la Politique « Anti-Corruption and Bribery » de GSK, les unités pertinentes de l'entreprise sont invitées à encourager des mesures pratiques pour réduire le risque de sollicitation comme par exemple:¹⁹

- l'utilisation de communications électroniques avec les parties externes ;
- l'utilisation d'un soutien juridique interne et externe dans le cadre de réunions avec les parties qui présentent un risque plus élevé de sollicitation ;
- l'utilisation de systèmes qui réduisent les contacts en personne dans le cadre d'interactions avec les fonctionnaires du gouvernement ou dans le cadre de transactions financières, même s'il s'agit du paiement de redevances licites. Il peut s'agir de :
 - facturation électronique ;
 - déclarations d'impôts, contributions et licences électroniques
 - passation de marchés publics, d'appels d'offres, et d'approvisionnement électroniques.
 - plateformes électroniques pour les interactions ou les transactions avec les gouvernements ;
 - programmes de facilitation des changes tels que l'opérateur économique agréé, d'envois accélérés, de traitement avant l'arrivée des marchandises, etc.
 - dialogue ouvert et constructif avec des organisations extérieures afin de promouvoir une plus grande transparence, en réduisant les risques de corruption et toute autre amélioration de l'environnement de l'entreprise. `

Ces mesures soulignent l'importance de prendre des mesures au niveau de l'entreprise pour tirer parti des programmes de facilitation des échanges et des outils de facilitation des échanges qui limitent les interactions directes avec le secteur public.

Entreprise de biens de consommation emballés Unilever

La section Anti-corruption du « Code of Business Principles and Code Policies » d'Unilever présente en détail les obligations et interdictions pour ses employés au sujet de la lutte contre la corruption et des interactions avec les agents de la fonction publique considérés à haut risque.

La section sur les « obligations » stipule précisément « l'utilisation de communications électroniques et de solutions de gouvernement électronique (dans des domaines tels que l'octroi de licences, les marchés publics, les taxes, la protection des marques, etc.) ou tout autre moyen disponible pour réduire les interactions en personne avec les agents de la fonction publique et les risques de sollicitation de pots-de-vin qui pourraient en découler ». ²⁰

¹⁹ GSK (2016): Anti-Bribery & Corruption Policy. <https://www.gsk.com/media/7821/anti-bribery-and-corruption-policy-v15.pdf>. Section 5 Solicitation and Extortion.

²⁰ Unilever (2023): Code of Business Principles and Code Policies. [a7ad961ef886a578ab4dd316b4e5195cbc0965a0.pdf](https://www.unilever.com/content/dam/unilever/documents/2023/04/2023-04-20-Code-of-Business-Principles-and-Code-Policies.pdf). P. 17.

4. Défis et opportunités

Bien que la facilitation des échanges soit un outil puissant et une mesure efficace pour réduire les risques de corruption, elle présente aussi ses propres risques et limites potentiels. Comme pour les processus reposant sur un support papier, un risque considérable reste la manipulation des données, qui permet l'introduction d'informations inexacts ou falsifiées dans les systèmes numériques de la douane du côté du secteur privé comme du secteur public, ce qui donne lieu à des évaluations incorrectes et des pertes de recettes potentielles. Les menaces cyber sécuritaires sont une autre préoccupation importante étant donné que la numérisation des procédures douanières rend les systèmes vulnérables au piratage informatique et aux fuites de données. Un risque supplémentaire pour les entités privées et publiques est celui des menaces internes qui peuvent mettre en péril les programmes axés sur la conformité et l'éthique. Enfin, les fonctionnaires des douanes et les entreprises peuvent se montrer réticents à adopter de nouvelles procédures et technologies, ce qui pourraient entraver les efforts de lutte contre la corruption.

Afin de réduire ces risques, il est indispensable que la douane et les entreprises établissent des structures de gouvernance et des dispositifs de contrôles robustes. La mise en œuvre de mesures solides en matière de cyber sécurité peut protéger les systèmes douaniers du piratage et des fuites de données. Des audits réguliers et des évaluations de la performance peuvent permettre d'identifier et de résoudre les cas de manipulation de données et d'autres pratiques corrompues. En outre, former et soutenir les fonctionnaires des douanes et les entreprises peut contribuer à surmonter la résistance face aux réformes et garantir la mise en œuvre réussie des mesures de facilitation des échanges par le biais d'une gestion du changement efficace.

En outre, il est indispensable de gérer la « demande » dans le contexte de la corruption tel que le préconisait l'OCDE en 2021. Ceci peut se faire en sensibilisant aux risques dans une plus large mesure, par des formations détaillées, des politiques robustes, la vérification préalable et le contrôle par un tiers et les actions collectives.²¹

De plus, alors que les mesures en matière de facilitation des échanges sont des outils utiles pour lutter contre la corruption, seules, elles ne suffiront pas. Ces mesures doivent être soigneusement conçues pour minimiser les risques de corruption pendant leur mise en œuvre. La Déclaration d'Arusha révisée et le Guide pour le développement de l'éthique de l'OMD soulignent que des outils supplémentaires, notamment les contrôles et les enquêtes, sont essentiels pour prévenir et détecter des irrégularités et renforcer l'éthique institutionnelle. Répondre de manière efficace à la corruption exige une approche globale qui combine la facilitation des échanges aux codes de conduite et à des politiques en matière de ressources humaines robustes ainsi que d'autres mesures clés reprises dans la Déclaration d'Arusha révisée.

En responsabilisant la douane pour ses actions, ces mesures permettent de décourager les pratiques de corruption et promouvoir un comportement éthique.

Les partenariats public-privé jouent également un rôle important dans le renforcement de la lutte contre la fraude et le développement de la confiance entre les autorités douanières et les entreprises et doivent être considérés comme un élément clé de la facilitation des échanges. Impliquer le secteur privé par exemple par le biais des CNFE ou des Chambres de commerce peut aider la douane à mieux comprendre les pratiques des entreprises et dès lors à améliorer leurs stratégies de lutte contre la fraude pour une efficacité maximale.

Réunir l'expertise et les ressources des deux secteurs de manière structurée, permettra à ces partenariats de rationaliser les processus douaniers, d'améliorer la conformité et en fin de compte de réduire les barrières commerciales, ce qui contribuera à favoriser l'éthique.

²¹ OCDE: [Recommendation of the Council for Further Combating Bribery of Foreign Public Officials in International Business Transactions](#), Recommandation du Conseil visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales Section XII

5. Recommandations

La corruption, sous toutes ses formes, contribue à augmenter les coûts, à créer des inefficacités et à saper la confiance dans les institutions. De fait, les performances douanières sont souvent utilisées comme un baromètre fiable pour indiquer comment le public perçoit la qualité des services du gouvernement dans son ensemble.

Le tableau ci-après reprend les mesures clés que les autorités douanières et les entreprises peuvent prendre pour favoriser l'éthique aux frontières.

Tableau 4 : Recommandations réalistes pour les douanes et les entreprises

Douane	Entreprises
<ul style="list-style-type: none">• Numériser et mettre en place des procédures et des processus commerciaux sans papier• Renforcer les garanties légales : S'assurer que la législation nationale catégorise toutes les formes de corruption en tant qu'infraction pénale. S'assurer de l'existence d'un système de recours conforme aux accords et aux normes de l'OMD et de l'OMC.• Sensibiliser aux risques liés à la sollicitation de pots-de-vin et dispenser des formations sur l'aspect lié à la demande, y compris sur les lois nationales en matière de corruption et de sollicitation, ainsi que sur les mécanismes d'application efficaces.²²• Traiter la question des « petits » paiements de facilitation dans le cadre des programmes ou des mesures sur les contrôles internes, l'éthique et la conformité.²³	<ul style="list-style-type: none">• Préconiser des réglementations transparentes• Participer aux programmes de sensibilisation à l'intégrité et de formation, ainsi qu'aux mesures de conformité volontaires (par ex : les programmes d'Opérateurs économiques agréés).• Appliquer une approche axée sur le risque afin d'identifier, évaluer et comprendre les risques spécifiques aux entreprises et adopter des mesures de réduction des risques appropriées.²⁴• Automatiser les processus et améliorer les contrôles.• Développer des programmes en matière de conformité et des contrôles qui comprennent des orientations sur la façon d'interagir avec les agents de la fonction publique de manière légitime et sûre dans le cadre des activités commerciales.²⁵• Interdire et décourager l'utilisation de petits paiements de facilitation.²⁶• Suivre et évaluer l'efficacité des mesures anti-corruption et des initiatives en matière de facilitation des échanges pour garantir une amélioration permanente.

²² OCDE, Recommandation du Conseil visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales OECD/LEGAL/0378. [OECD Legal Instruments](#)

²³ OCDE, Recommandation du Conseil visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, OECD/LEGAL/0378. [OECD Legal Instruments](#)

²⁴ ICC (2023): Règles ICC pour combattre la corruption. Art. 3. [ICC Rules on Combating Corruption - ICC - International Chamber of Commerce](#)

²⁵ ICC (2023): Règles ICC pour combattre la corruption. Art. 4. [ICC Rules on Combating Corruption - ICC - International Chamber of Commerce](#)

²⁶ ICC (2023): Règles ICC pour combattre la corruption. Art. 4C. [ICC Rules on Combating Corruption - ICC - International Chamber of Commerce](#)

Douane

- **Publier sur un site web accessible au public** les règles et réglementations en matière de cadeaux, d'hospitalité, d'événements et de dépenses pour les agents de la fonction publique afin que les individus et les entreprises soient conscients de ces lois et puissent les respecter. ²⁷
- **Encourager une culture transparente avec une tolérance zéro à la corruption**, fondée sur la responsabilité par le biais d'un leadership engagé et de la reconnaissance publique des fonctionnaires des douanes faisant preuve d'un comportement éthique en rapportant par exemple les tentatives de soudoiment.
- **Créer des mécanismes de retour d'information robustes** pour permettre aux opérateurs et aux entreprises de rapporter les cas de corruption ou les inefficacités dans le cadre des procédures douanières qui pourraient permettre d'identifier et de résoudre ces problèmes de manière plus efficace. Ceci peut comprendre un système de dénonciation anonyme et des sondages réguliers.
- **Accroître la collaboration transfrontalière** entre les autorités douanières afin de partager les bonnes pratiques, les renseignements et les ressources pour lutter contre la corruption, par exemple via l'OMD.
- **Suivre et évaluer** l'efficacité des mesures de lutte contre la corruption et les initiatives en matière de facilitation des échanges en vue d'une amélioration permanente.

Entreprises

- **Encourager une culture transparente avec une tolérance zéro à la corruption**, fondée sur la responsabilité par le biais d'un leadership engagé.

²⁷ OCDE, Recommandation du Conseil visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, OECD/LEGAL/0378. [OECD Legal Instruments](#)

Dans le cadre d'une approche globale de lutte contre la corruption, la facilitation des échanges joue un rôle essentiel pour le renforcement de l'éthique en simplifiant, modernisant et harmonisant les processus à la frontière. Ceci réduit la complexité tout en améliorant la transparence et la prévisibilité, limitant de ce fait les opportunités de s'engager dans des pratiques illicites telles que les pots-de-vin et les paiements de facilitation.

Bien que la mise en œuvre complète de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) offre des avantages significatifs aux pays – des estimations montrent qu'il a permis de réduire les coûts commerciaux mondiaux de 1 à 4 %²⁸ en moyenne et de stimuler le commerce mondial de plus de 230 milliards de dollars américains –, il doit également être considéré comme un outil puissant pour renforcer l'intégrité aux frontières, avec des gains particulièrement importants pour les pays en développement et les pays les moins avancés²⁹.

La collaboration entre le secteur public et le secteur privé est essentielle aux fins d'une facilitation des échanges efficace et d'un renforcement de l'éthique à la frontière. L'OMD - qui représente 186 administrations des douanes dans le monde et l'ICC - qui représente plus de 45 millions d'entreprises dans plus de 170 pays - appellent à une action collective pour lutter contre la corruption à la frontière et sont prêtes à collaborer en vue de promouvoir la sécurité, l'inclusion et la prospérité pour tous.

²⁸ OCDE, Recommandation du Conseil visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, OECD/LEGAL/0378. [OECD Legal Instruments](#)

²⁹ ICC (2023): Règles ICC pour combattre la corruption. Art. 3. [ICC Rules on Combating Corruption - ICC - International Chamber of Commerce](#)

A propos de l'Organisation mondiale des douanes (l'OMD)

L'OMD représente 186 administrations des douanes à travers le monde, représentant près de 98% du commerce mondial. En tant que centre mondial d'expertise douanière, l'OMD est la seule organisation internationale compétente en matière douanière et peut à juste titre se qualifier de voix de la communauté douanière internationale.



Rue du Marché 30, B-1210, Brussels, Belgium
T +32 (0)2 209 92 11 E info@wcoomd.org
www.wcoomd.org

A propos de la Chambre de commerce internationale (ICC)

La Chambre de commerce internationale (ICC) est une institution représentant plus de 45 millions d'entreprises dans plus de 170 pays. La mission clé de l'ICC consiste à faire en sorte que chacun puisse prendre part au commerce, tous les jours et n'importe où. Grâce à une combinaison unique de plaidoyers, de solutions et de normes, nous encourageons le commerce international, une conduite responsable des entreprises et une approche mondiale des réglementations, en plus de fournir des services de règlement des litiges à la pointe du marché. Parmi nos membres figurent de grandes entreprises mondiales, des PME, des associations commerciales et des chambres de commerce locales.



33-43 avenue du Président Wilson, 75116 Paris, France
T +33 (0)1 49 53 28 28 E icc@iccwbo.org
www.iccwbo.org @iccwbo